



Prendre le pouvoir ou gagner les élections ?



Il n'y a pas d'erreur dans le titre ou alors juste une inversion à faire : gagner les élections ou prendre le pouvoir ? Autrement dit une victoire électorale garantit elle la prise de pouvoir ? A en juger par les précipitations électorales, voire électoralistes dont notre pays n'a pas l'apanage on pourrait le croire mais est-ce bien sûr ?

Gagner par les élections? Et pourtant...

En 1973 Salvador Allende avait gagné les élections au Chili: cela a-t-il empêché la prise du pouvoir par Pinochet?

Plus près de nous Dilma Rousseff au Brésil, Evo Morales en Bolivie n'ont-ils pas été renversés bien qu'ayant gagné les élections ?

Ne parlons pas de l'Afrique où 21 chefs d'états sur 22 ont été assassinés dans la période historique qui a suivi les indépendances

On peut se dire c'est loin tout ça... il y a dans ces pays des raisons historiques voire culturelles... cela ne peut pas se produire en Europe...

Bref on peut se rassurer comme on peut mais la réalité oblige à être un peu plus pragmatique.

Que s'est-il passé en Irlande après le vote NON à l'UE en 2008 ? On a refait le vote un an plus tard.

Que s'est-il passé en France après la Victoire du NON à la constitution en 2005 ? On fait passer le même traité par les députés et sénateurs.

En fait, concernant les élections, tout montre que lorsqu'elles remettent fondamentalement le pouvoir en cause, tout est mis en oeuvre pour ne pas respecter leur verdict. De ce point de vue, notre démocratie déjà bien écornée par les règles d'organisation des scrutins est bien mise à mal par la volonté des pouvoirs en place de préserver l'ordre capitaliste établi.

Vu comme cela et à la lumière de ce qui se passe dans le monde, il n'est pas n'est pas sûr du tout que la prise du pouvoir politique par les élections assure la maîtrise des autres pouvoirs existants...

Si dans notre pays, les scrutins ne donnent pas lieu à coups d'état ne serait ce pas parce que la bourgeoisie en place est assurée de conserver **SON** pouvoir plutôt que grâce à notre sens élevé de la démocratie ?

De quel pouvoir ou plutôt de quels pouvoirs parle-t-on ?

Si on regarde la société française on peut en dénombrer au moins 4 :

1. Le pouvoir politique
2. Le pouvoir économique
3. Le pouvoir médiatique
4. Le pouvoir militaire

1. Le pouvoir politique

C'est celui qui ici en France est donné par le vote, du moins en partie et seulement au niveau national dans les limites de la monarchie électorale instaurée par la constitution de 1958. Rappelons que cette constitution, qualifiée en son temps de « *Coup d'Etat permanent* » par Mitterrand donne au seul président de la République le pouvoir de dissolution de l'Assemblée, de chef des armées, de proclamation des ordonnances sans vote...



Ce pouvoir issu des urnes évolue donc au sein d'un cadre contraint avec une représentation à l'Assemblée Nationale définie non par une élection à la proportionnelle, mais par un vote par circonscriptions inégales dont le découpage est organisé pour le maintien de la bourgeoisie en place. Se rajoute à cela le Sénat, institution contestée et contestable dont l'existence même fut assez longtemps rejetée et dont aujourd'hui tout le camp progressiste s'accorde à dire qu'il faudrait *a minima* réformer en profondeur cette instance voire la supprimer. Les conditions pour y être élus sont telles qu'elles donnent lieu aujourd'hui à des alliances contre nature et à géométrie variable

comme on a pu le voir lors des dernières échéances électorales¹. Non seulement le cadre est contraint et les règles biaisées, mais cela est renforcé par les circonvolutions de l'organisation des différentes instances et lieux de décisions en particulier par les lois de décentralisations qui, loi après loi, éloignent un peu plus le pouvoir de décision des citoyennes et citoyens.

Ainsi par exemple, les marseillais qui ont voté en 2020 pour le « Printemps marseillais » ont-ils choisi d'être gouvernés par une métropole LR, aux choix affirmés comme étant différents que ceux pour lesquels ils ont voté dans la principale ville de la collectivité ? Conséquence du choix fait dans le 6^{ème} secteur de la ville que la liste classée à gauche, majoritaire avec ses forces alliées, au soir du 1^{er} tour de la municipale, se désiste unilatéralement pour la liste de droite représentée par un général d'armée (la jonction des pouvoirs militaire et politique !) au prétexte de s'opposer à celle d'extrême droite.

Les règles du scrutin majoritaire et de l'attribution des sièges à la majorité qualifiée amplifient encore ce phénomène et contribuent d'ailleurs à l'effet inverse de celui recherché, car les postes s'obtiennent au prix d'une désaffection croissante du corps électoral lassé, voire écœuré de ce qu'il ressent comme des arrangements pour des places et non une union pour répondre aux besoins de la population. A ces difficultés il convient d'ajouter celles liées à l'argent. En effet la loi en France impose que ce soit le ou la candidate qui avance les frais de campagne qui, même s'ils sont plafonnés, représentent une somme colossale représentent pour un député par exemple plus d'une année de salaire d'une ouvrière ou d'un employé et ne sont dans tous les cas remboursés qu'à hauteur de la moitié. Autrement dit sans argent impossible de se présenter et d'être visible avec tract, affiches ou autre...

La prise de pouvoir politique par les élections s'avère donc compliquée car évidemment à cela s'ajoute le traitement différencié des médias et nous y reviendrons.

¹ Cela a également été observé lors des municipales, les alliances et les obtentions de postes qu'elles permettent devenant premières par rapport aux objectifs défendues par les différentes forces.

Le dernier point à aborder dans ce chapitre c'est évidemment la profonde modification des pouvoirs nationaux induites par le rôle croissant de l'Union Européenne et sa toute puissante commission européenne. Elle n'est élue par personne mais impose à travers des directives, les fameuses GOPE qui s'imposent aux Etats membres de l'UE sous peine de sanction. Elles sont à l'origine de la plupart des lois de régression sociale dont souffre le peuple de France et rendent de ce fait souvent vains les engagements pris en période électorale. Celui ou celle qui annonce, dans son programme, telle mesure en contradiction de fait avec cet étai supranational devrait en même temps annoncer comment il compte se libérer du joug de l'UE...ce dont personne ne parle aujourd'hui dans le débat électoral national. Et pour cause... Dans ces conditions voter relève soit d'un choix éclairé, soit le plus souvent d'une illusion qui sera déçue...



“ L'Europe intégrée, ça ne pouvait convenir à la France, ni aux Français... Sauf à quelques malades comme Jean Monnet, qui sont avant tout soucieux de servir les Etats-Unis.”

C'était de Gaulle, Alain Peyrefitte

2. Le pouvoir économique

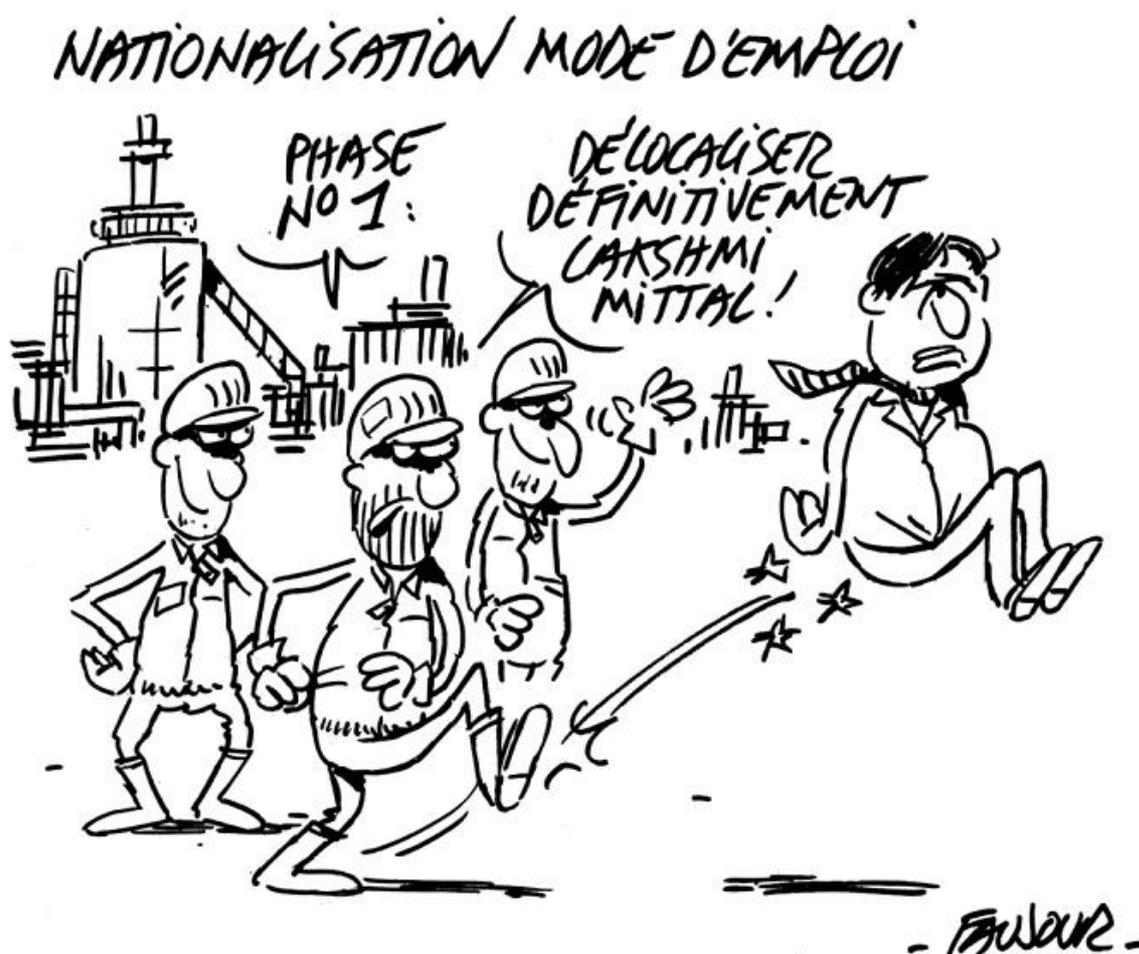
Chacune et chacun le sait le pouvoir économique est omniprésent dans notre société capitaliste : pouvoir des employeurs qui peuvent licencier à tour de bras, pouvoir des multinationales qui font pression sur les choix économiques des gouvernements qui se succèdent, action des lobbys sur l'élaboration des lois...

Y a-t-il un gouvernement qui a tenté de s'opposer à ce pouvoir-là ? La question mérite d'être posée.

En fait la problématique est assez simple :

Quelle loi, depuis 40 ans, soit exactement depuis 1982, s'est opposée au capitalisme de manière frontale ?

Il y a bien eu en 1981 la nationalisation du secteur bancaire, en fait on devrait dire plutôt l'étatisation de ce secteur tant les salariés n'ont pas pu peser sur les choix et encore moins élire leur direction, mais même à part cette mesure limitée qu'il y a-t-il eu ? On fera d'abord remarquer que quand l'état nationalise (et hormis le fait qu'il



indemnise comme ce fut le cas en 1981 à hauteur de 39 milliards de Francs soit 1,4 milliard de nos euros d'aujourd'hui), il ne fait dans le schéma de 1981 que remplacer un patron privé, par un patron qui est l'appareil d'état et qu'en aucune manière cela ne donne de droits nouveaux aux salariés et à la population usagère du service public créé.

Les critères de gestion étant les mêmes, l'appareil de direction étant le même, il n'y a eu aucun mal de privatiser à nouveau le secteur le moment venu. Remplacer un patron privé par un état capitaliste n'est pas en soi une remise en cause du système.

Les nationalisations de 1945, dans un contexte de reconstruction du pays, s'appuyant sur un statut du personnel révolutionnaire pour l'époque, étaient de véritables coins dans la logique capitalistes. Elles ont permis, hors critères de rentabilité immédiate, d'introduire des notions fondamentales comme la solidarité nationale, la continuité territoriale et l'égalité du droit. Celles de 1981, bien plus limitées en nombre et de fait dans le temps, n'ont pas eu les mêmes effets « antisystèmes » d'autant qu'outre leur caractère éphémère, leur portée fut contrariée par d'autres mesures qui elles allaient dans le sens du capital en particulier par l'aménagement du territoire : lois de décentralisation et répartition de l'activité économique selon la doxa de l'UE, les fameuses bananes d'activité : banane du tourisme de Barcelone à Gênes, banane de l'industrie du Nord de l'Italie à l'Angleterre en passant par la Ruhr et évitant la France.

Depuis 40 ans quelle mesure politique a limité le pouvoir du capital ?

Les timides mesures d'impôt sur la fortune, déjà limité en pourcentage et par un plafonnement à 50%, ont été supprimées et même leur forte augmentation ne garantirait pas une prise de pouvoir économique ni de ferait de la France un pays capitaliste à part. La taxation bien employée même si elle peut permettre une réduction des inégalités et la réalisation de mesures d'intérêt général comme le développement de services publics ou la construction d'infrastructures, ne garantit pas à elle seule la limitation du pouvoir économique si elle n'est pas assortie d'un pouvoir de décision des populations passant par une appropriation sociale.

De plus dans ce domaine de la taxation la France ne brille pas par son exemplarité en témoigne l'étude du [site spécialisé 24/7Wall St](#) qui classe la France au 16^{ème} rang mondial pour la taxation des personnes

les plus riches derrière par exemple le Luxembourg pas exactement un modèle de justice sociale !!



Source : www.247wallst.com - 21 novembre 2021

De 56,95% en Finlande à 45% en France

Ce refus de s'attaquer en profondeur aux inégalités et de contester le pouvoir économique a été encore plus flagrant quand il s'est agi des grandes décisions concernant la nation tout entière ou de même de choix d'une grande entreprise aux conséquences dramatiques pour le monde du travail. C'est cette volonté de ne pas s'attaquer au pouvoir économique qui explique le tournant de la rigueur de 1983, le tristement célèbre « je ne peux rien faire » de Lionel Jospin au soir de l'annonce des 5000 licenciements de Michelin aux reculades de Montebourg chantre de la « démondialisation » se pliant aux exigences de la commission européenne du commerce² pour ne prendre que quelques exemples fameux.

Gagner les élections ne suffit pas si le pouvoir politique mis en place ne porte pas cette question de la prise de pouvoir économique.

² Montebourg ayant annoncé le 4 août 2012 vouloir limiter les importations de voitures coréennes, il s'était fait sèchement recadrer par le commissaire européen Karel De Gucht...Et la France a obéi.

Le pouvoir médiatique

On dit de lui que c'est le 4^{ème} pouvoir. Outre le fait qu'il maintient objectivement le pouvoir politique en place comme nous pouvons l'observer actuellement en France, il peut aussi aller plus loin comme on l'a vu ailleurs. C'est bien le pouvoir médiatique qui a été au centre des tentatives de renversement du gouvernement au Venezuela.

Comment ne pas penser qu'une victoire électorale du camp progressiste ne verrait pas dans la foulée une contre-attaque du pouvoir médiatique ? Cette question est peu portée par celles et ceux qui disent vouloir défendre le camp du travail et pourtant...

La bataille idéologique est un élément incontournable de la lutte des classes et dans ce domaine le pouvoir médiatique est au 1^{er} plan. On l'a vu de la façon la plus grossière quand il a fallu convaincre des peuples du bien-fondé des guerres dans les Balkans, en Libye ou ailleurs, dans la remise en cause des luttes pour l'emploi ou le salaire, dans l'étouffement de scandales d'Etat comme la gestion honteuse de la pandémie.

Toute volonté de prise du pouvoir politique devrait s'accompagner d'une volonté clairement exprimée de réforme totale des médias. Toute candidature qui ne proclame pas la fin des médias télévisuels privés, la fin de leur financement même très partiel par des entreprises ou consortiums français ou étrangers via, en particulier, la publicité, se condamne par avance à dépendre d'eux.



La Télé
COMMANDE

Le pouvoir militaire

Est-ce parce que le camp progressiste a renoncé à changer radicalement de société ou est-ce parce qu'il s'illusionne sur la notion de démocratie ? En tout cas cette question n'est jamais abordée et pourtant...

N'a-t-on pas vu se multiplier dans le monde des coups d'état militaires consécutivement à une prise de pouvoir qui pouvait faire craindre pour les intérêts des bourgeoisies en place ? Pour ne nous en tenir qu'à la France dont on pourrait croire qu'elle serait épargnée par le phénomène qui a touché et touche encore nombre de pays dans le monde³, quelques réflexions.

Le pouvoir militaire n'a-t-il pas interféré contre le pouvoir au moment de la guerre d'Algérie avec l'OAS⁴ ? De Gaulle n'est-il pas allé à Baden-Baden consulter l'armée en plein mai 68 ?

La manifestation des policiers de mai 2021 n'est-elle pas une volonté de passer par-dessus la justice et d'imposer le pouvoir policier ?

Les violences policières qui frappent en particulier les jeunes « pas assez blancs » et les syndicalistes « pas assez soumis » ne sont-elles pas une autre préfiguration de ce pouvoir ?

La tribune des militaires parue dans la presse n'alerte-t-elle pas sur le danger de militaires déterminés à tout faire pour maintenir au pouvoir une bourgeoisie blanche et porteuse des valeurs de « la France éternelle » ? Sans parler de ce qui se passe en Guadeloupe, en Kanakie ou en Corse.

Il n'y a pas d'exemple dans le monde où la bourgeoisie en place a laissé de plein gré le pouvoir économique aux forces qui avaient gagné le processus électoral en vigueur dans le pays en question. Au contraire partout elle a démontré qu'elle préférerait le fascisme à un gouvernement légalement élu mais portant atteinte à ses intérêts.

³ Selon Wikipedia, qui considère l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest comme des démocraties (sic !), il y aurait 50 dictatures (sur 195 pays) dans le monde soit un quart des pays.

⁴ Voir l'attentat du Petit Clamart et le putsch des généraux

Ce fut le cas en Espagne où le capital n'a pas craint de soutenir un Franco assénant « s'il faut fusiller la moitié de l'Espagne je le ferai » ou en France avec le slogan « plutôt Hitler que le Front populaire ».

Une force proclamant la rupture avec le mode de production capitaliste et la détention des richesses par une oligarchie, si elle venait à conquérir le pouvoir politique serait confrontée à cette question. Ne pas l'aborder par peur d'effrayer le peuple relève de la politique de l'autruche. Si à Cuba le peuple n'était pas armé idéologiquement et physiquement que resterait-il de la révolution cubaine ? Révolution qui si elle a tous les pouvoirs chez elle est d'ailleurs confrontée aux coups de butoir du pouvoir économique international.



Prendre le pouvoir...

Au vu de ce qui précède chacune et chacun comprendra que si pour une force révolutionnaire gagner les élections est rendu très difficile

voire impossible par le système très verrouillé en place, ce n'est de plus pas une garantie de changement de société.

Pour autant nous pensons important de participer aux processus électoraux pour au moins deux raisons :

- Les élections sont un moment de débat politique national et donc un moment où nous pouvons peser à la mesure de nos moyens.
- C'est un moment de visibilité et de crédibilisation de masse de la force politique que nous représentons.

C'est aussi un moment d'incarnation des idées que nous portons et, sans tomber dans la personnalisation voulue par le système, c'est aussi un moyen de s'appuyer sur des camarades animatrices et animateurs de luttes de masse illustrant dans la vie la notion de pouvoir au peuple.

On peut donc dire, **participer aux processus électoraux oui ! mais tomber dans l'électoralisme ou le « tout passe par les élections » non !** au risque de créer des déceptions dès les lendemains de celles-ci quand il faut s'affronter concrètement aux autres pouvoirs si celles et ceux qui auront voté pour nous ne sont pas informés de la complexité et l'ampleur de la tâche.



*C'est dans la rue
qu'ça s'passe!!!*

Il s'agit donc pour nous, dans les combats et les débats de la vie, de gagner **des consentements et des engagements éclairés** qui

s'expriment et se mesurent les soirs d'élections et non simplement gagner des voix à tout prix.

La bataille pour la conquête des quatre pouvoirs doit se mener de pair et elle passe donc en premier par l'éducation populaire et la progression de la force politique en nombre et en conscience.

On prête à Engels ce mot à propos des élections de 1848 qui avaient vu élire comme président Louis Napoléon Bonaparte après la 3^{ème} révolution française : « *Il est trop tôt pour nous pour aller aux élections, notre priorité c'est de construire le parti* ». 180 ans plus tard ne peut-on pas dire que nous en sommes encore là ?

Partant de ce qui précède ne peut-on pas dire que les illusions ou les erreurs concernant la prise du pouvoir nous ont fait reculer au fil du temps au fur et à mesure que pour les directions politiques se disant pour une rupture avec le capitalisme, la démarche électorale cédait le pas à la démarche révolutionnaire au lieu de s'appuyer sur elle comme complément stratégique et non comme but en soi ?

"Les sondages, c'est pour que les gens sachent ce qu'ils pensent"



Que les instituts de sondage nous disent ce que nous devons penser comme disait Coluche cela va de soi. Ils sont devenus un instrument du pouvoir médiatique mais devons-nous mesurer la conscience de classe à cet aune-là ?

Pour ne prendre que deux exemples, le sentiment nationaliste, le bien-fondé du pouvoir patronal et de la propriété privée se limitent-ils dans l'opinion aux seules organisations politiques censées les incarner ? Rien n'est moins sûr. Comment avoir les moyens de mener à bien le changement de société si au lendemain d'une élection, la masse pas préparée et pas conscientisée ou pire entraînée sur le terrain du seul rapport de forces électif en voix et en sièges, ne mesure pas la nature des obstacles à affronter et l'ampleur des forces à combattre ? N'est-ce pas une leçon à tirer de notre histoire au moins depuis plusieurs décennies ?

Le vote des pleins pouvoirs à Guy Mollet en mars 1956, s'il a été analysé comme une erreur par le PCF, en a-t-on retenu toutes les leçons ? On peut en douter si on part de l'hypothèse que ce vote est la conséquence d'une illusion électorale illustrée par cette phrase de l'Humanité de janvier 1956 : « *Le moyen d'arrêter la guerre d'Algérie (c'est le titre), pour Feix, est de renouer le dialogue entre forces de gauche.* »⁵

On verra ce qu'il adviendra de ce dialogue dans les années qui suivirent où des communistes furent jetés en prison, torturés ou exécutés par cela même avec qui le PCF s'était uni... ce qui ne l'empêcha pas quelques années plus tard de présenter François Mitterrand comme candidat unique de la « gauche » aux présidentielles de 1965...

N'est-ce pas cette même illusion persistante qui conduit au lendemain de 1968 à l'existence du programme commun avec un PS qui vient de se faire laminer aux présidentielles de 1969 ?⁶ Cette impasse du programme commun, si elle contribuera à la venue au pouvoir de Mitterrand (qui aura entretemps abandonné ledit programme)

⁵ Alain Ruscio Le PCF en 1956 : les grands balbutiements

⁶ 5,01% pour Gaston Deferre (SFIO) – 21,27% pour Jacques Duclos (PCF)



contribuera de fait à déboussoler la classe ouvrière à la recherche de la conquête des pouvoirs y compris par des voies autres que la voie électorale.

Au lendemain du 10 mai 1981 la CGT, principale force de lutte dans le pays s'est trouvée paralysée par l'existence de deux courants contraires en son sein :

- Un courant expliquant qu'on ne pouvait pas agir car il fallait donner du temps au nouveau gouvernement pour faire ce qu'on attendait de lui car il héritait d'une situation très lourde
- Un autre courant expliquant que l'on n'aurait jamais dû soutenir le programme commun, que ce qui arrivait était la faute de la direction de la CGT, ce qui dédouanait les travailleurs de la difficulté d'agir.

Résultat il n'y eut pas de lutte (ou pas assez) pour la conquête des autres pouvoirs et la CGT perdit 600 000 membres en 4 ans⁷. La classe ouvrière s'est dès lors trouvée désarmée. D'abord sur le plan des effectifs, puis sur le plan idéologique avec la poursuite de l'union de la gauche (sous des formes diverses) dans un contexte où la chute du mur aggravait encore le sentiment de fatalisme dans le corps militant laissant à penser que « le Grand Soir » était une illusion perdue et la théorie de la « *fin de l'histoire* » dont le capitalisme sortait vainqueur eut un écho jusque dans nos rangs. Puisque l'on ne pouvait pas prendre les autres pouvoirs et que l'on avait perdu la bataille idéologique, il restait à sauver les meubles au plan syndical en intégrant la CES au nom du « syndicalisme

⁷ De 1.925 000 en 1981 à 1.381 000 en 1984. Institut supérieur du travail www.istravail.com

rassemblé »⁸ et au plan politique en mettant en avant le concept de « gauche plurielle ».

Le NON à la constitution européenne aurait pu signifier un virage complet et une inversion de stratégie de la part du PCF puisque celui-ci avait été, sous la poussée de sa base⁹, la seule force politique d'envergure nationale à avoir mené campagne pour le NON¹⁰ et de facto s'était retrouvé le principal animateur d'une bataille qui portait sur un choix de société. Au lieu de cela, dès le soir du référendum, le PCF appelait au rassemblement des « *organisations de gauche qui avaient appelé à voter NON ou...OUI* ». La logique de l'union de la gauche était réaffirmée malgré selon nous le clivage intrinsèque entre pro-UE et pro souveraineté du peuple. Pire au sein de cette nouvelle union, le PCF choisissait de se fondre dans un Front de Gauche sans contenu véritablement révolutionnaire et où disparaissait son identité historique de parti **communiste** dans tous les sens du terme. Une fois encore la perspective de changement de société était repoussée pour une alliance électorale plus « réaliste » ...puisque gommant la nécessité de conquête des autres pouvoirs...



⁸ Congrès CGT Strasbourg 1999

⁹ Après avoir dit au CN de juillet 2004 à propos de ce texte « *il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain* » et avoir été contraint, face à la colère de la base, de détruire ses affiches sorties à l'automne 2004 où le NON et le OUI apparaissaient de la même dimension.

¹⁰ C'est ce d'ailleurs à quoi avait appelé Rouge Vif 13 dans une lettre ouverte à Marie Georges Buffet en lui écrivant que le PCF, fort de son histoire, de son implantation et de son identité, pouvait « *prendre la tête d'un front populaire de notre temps* » rassemblant les forces du NON.

...en renouant avec nos fondamentaux

En tenant compte des leçons de l'histoire si nous voulons prendre **LE** pouvoir il nous faut avancer sur le chemin de la conquête des **4 pouvoirs** en nous appuyant sur nos piliers et parmi ceux-ci :

➤ **Construire pas à pas une organisation révolutionnaire** en intégrant les 3 termes de la phrase :

❖ **CONSTRUIRE** : gagner, dans **la classe ouvrière de notre temps**, diversifiée, éclatée dans la multitude des statuts et la composition sociologique qui en découle, des membres qui passeront par étape d'opposant, à indifférent, puis sympathisant, puis membre puis militant. Cela veut donc dire **ne renoncer à personne** puisque notre force c'est notre nombre. Vouloir convaincre inlassablement. Cela suppose un travail inlassable de conviction fait d'écoute et de décharge. Cela passe par l'engagement régulier et tenace dans la diffusion de nos idées en n'étant ni dans la séduction ou la morale ni le rejet mais dans le travail commun patient d'analyse et d'accompagnement idéologique.

❖ **Une ORGANISATION** : il nous faut *réhabiliter l'idée même de s'organiser* tant les défaillances de la démocratie interne qui affectent nombre de groupes organisés ont écorné l'idée même de leur nécessité. Bâtir une organisation qui **garantisse** en permanence le **droit au désaccord tout en réaffirmant la loi de la majorité**. Cela passe par des statuts, une répartition des tâches, des mandaterments qui excluent la délégation permanente de pouvoir cantonnant les membres dans des rôles inamovibles, des règles de vie, l'attachement permanent à l'idéologie afin que le « politikos » (les choix politiques découlant de la philosophie) ne cède jamais le pas au « politike » (la stratégie pour gagner) et comme ciment de toute cela la fraternité entre camarades. Une organisation qui a pour ligne de conduite que ce soient les plus exploités et

dominés, celles et ceux qui souffrent le plus du capitalisme, qui soient à la tête de l'organisation.

- ❖ **RÉVOLUTIONNAIRE** : une organisation enracinée dans le combat pour le peuple de France et le combat internationaliste tant ces deux dimensions sont indissociables, le capital n'ayant pas de patrie. Une organisation qui assume d'être à contre-courant et de sortir du cadre de pensée dans lequel le capital veut nous enfermer en France et dans le monde. Une organisation qui ne fasse pas de concession sur le plan des idées et donc en ayant en permanence comme visée, non pas l'aménagement du capitalisme mais le changement de société. Pour ne prendre qu'un exemple : combattre l'idée de la possibilité d'une « Europe sociale » en y opposant celle d'une coopération entre les peuples.



- Travailler en permanence la perspective de changement de société en lien avec la lutte de masse dont il nous faut faire

l'expérience tous les jours. On ne devient pas révolutionnaire en lisant Marx et en échafaudant des plans dans son salon mais en luttant au travail ou sur le lieu de vie pour changer ce qui nous est insupportable et avancer avec les exploités et discriminés pour chercher des réponses dans l'œuvre théorique de celles et ceux qui ont remis et remettent en cause aujourd'hui le mode de production capitaliste. Il ne s'agit pas pour nous de seulement accompagner et soutenir les luttes mais d'y prendre notre part, d'analyser les besoins sociaux et les aspirations communes qu'elles révèlent et d'offrir une perspective politique nourrie à la fois de ce terreau et de l'apport théorique du marxisme. Faire cela c'est tout le contraire de renvoyer au « *Grand Soir* » l'hypothétique changement mais faire tous les jours l'expérience des avancées possibles sur le chemin du changement de société.

*C'est dans la rue
qu'ça s'passe!!!*

- Cela nous impose de ne jamais lâcher sur la **dimension internationaliste** de l'action révolutionnaire et de mener d'un même pas luttes nationales et luttes internationales.
- Cela impose donc aussi de nous former sur le plan théorique mais aussi sur le plan de la **pratique militante**. Formation centrée sur le débat entre nous pour échanger. Il n'y a pas de professeur de pratique, il n'y a dans ce domaine que de l'autoformation collective.

- Travailler en permanence la notion d'intelligence collective et donc la prééminence du collectif sur l'individu. Cela doit être le cas pour les membres de l'organisation et c'est encore plus vrai pour ses dirigeantes et dirigeants et celles et ceux qui ont un mandat de l'organisation. C'est cette intelligence collective qui donne tout son sens à la discipline d'organisation.
- Cette discipline est d'autant plus importante que le capital n'accepte jamais la perte d'une once de son pouvoir multiforme et n'hésite pas à s'attaquer aux organisations qui le gênent dans son hégémonie dictatoriale. Cela nous impose donc de prévoir dès sa création la protection de l'organisation.

Voilà en résumé quelques éléments sur le chemin des conquêtes nécessaires pour prendre le pouvoir afin de se débarrasser du capitalisme. L'ANC n'a jamais prétendu être à elle seule la matrice de l'organisation révolutionnaire dont notre pays a besoin pour conquérir le pouvoir. Au contraire la construction se fait et se fera avec d'autres, qu'ils ou elles appartiennent à une organisation ou pas, et en ce sens l'ANC qui est une association prévoit dans ses statuts la possibilité de la double affiliation.

Ce qui est sûr c'est que **la conquête du pouvoir passe par l'existence d'un parti révolutionnaire** sans laquelle tout processus électoral n'est que soumission au système institutionnel dont le peuple et au premier rang de celui-ci celles et ceux qui souffrent le plus du capitalisme, font les frais.

Les brochures déjà publiées par l'ANC :

- 1/ « Histoire d'une déchéance »
- 2/ « Histoire française du suffrage universel »
- 3/ « Les Communistes et les religions »
- 4/ « PCF fin d'une histoire ou fin d'une dérive »
- 5/ « Migrations pour une approche communiste »
- 6/ « Europe sociale mythe ou possibilité ? »
- 7/ « Non au franc CFA »
- 8/ « Ecologie : pour une approche progressiste »
- 9/ « Les luttes sociales en France »
- 10/ « Tout numérique où va-t-on ? »
- 11/ « Logement quelques repères »
- 12/ « Plus aucun soldat français en Afrique »
- 13/ « Petite histoire du syndicalisme vue de France »
- 14/ « Le Manifeste de l'ANC »
- 15/ « Brochure d'accueil des membres de l'ANC »
- 16/ « L'impérialisme, l'analyser pour mieux le combattre »
- 17/ « Petite histoire du communisme en France »
- 18/ « L'islamophobie, une passion à la française »
- 19/ « Le 150ème anniversaire de la Commune »
- 20/ « Racisme et colonisation hier et aujourd'hui »

On peut commander les brochures déjà parues au prix de **5€** l'unité (port compris) en écrivant à l'ANC ou au Cercle Manouchian

L'ANC ça m'intéresse !

A retourner à ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris

Je désire **recevoir des informations** de l'ANC et du Cercle Manouchian

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

COURRIEL :

Je m'abonne aux 4 brochures annuelles de l'ANC, 10€ par an
(gratuit pour les adhérent-e-s)

J'adhère à l'ANC :

- **Par PAC (prélèvement automatique mensuel)**. J'envoie mon RIB et **je signe le présent document autorisant l'ANC à prélever ma cotisation.**

Montant..... Montant conseillé **1% du revenu** net ou à défaut à partir de **12€ par mois** pour un ou une salariée à plein temps, **6€ par mois** pour un ou une salariée à mi-temps. **40€ par an** pour un ou une personne sans emploi.

- **Par virement à ANC** : IBAN **FR76 1027 8041 01000 2056 6801 84** et je précise sur l'objet à quelle périodicité correspond le versement
- **Par chèque** que j'envoie à ANC.

Signature